



Conférence des États Parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption

Distr. limitée
23 octobre 2012
Français
Original: anglais

**Réunion d'experts intergouvernementale à composition
non limitée pour le renforcement de la coopération internationale
au titre de la Convention des Nations Unies contre la corruption
Première réunion**
Vienne, 22 et 23 octobre 2012

Projet de rapport*

I. Introduction

1. Dans sa résolution 4/2, intitulée “Organisation de réunions de groupes d’experts intergouvernementaux à composition non limitée pour le renforcement de la coopération internationale”, que la Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption a adoptée à sa quatrième session, tenue à Marrakech (Maroc) du 24 au 28 octobre 2011, la Conférence a décidé d’organiser des réunions de groupes d’experts intergouvernementaux à composition non limitée sur la coopération internationale, qui auront pour objectif de la conseiller et de l’aider sur les questions d’extradition et d’entraide judiciaire, et de convoquer une réunion de ce type pendant sa cinquième session et, avant cette session, dans la limite des ressources existantes, au moins une réunion intersessions.

2. Dans cette même résolution, la Conférence a également décidé que les réunions de groupes d’experts s’acquitteraient des fonctions suivantes: a) l’aider à développer des connaissances cumulatives dans le domaine de la coopération internationale; b) l’aider à encourager la coopération entre les initiatives bilatérales, régionales et multilatérales pertinentes existantes et contribuer à l’application des dispositions correspondantes de la Convention, sous sa direction; c) faciliter l’échange de données d’expérience entre les États en recensant les problèmes et en diffusant des informations sur les bonnes pratiques à suivre pour renforcer les capacités au plan national; d) instaurer la confiance et encourager la coopération entre les États requérants et les États requis en mettant en relation les autorités compétentes pertinentes, les organes de prévention de la corruption ainsi que les praticiens s’occupant d’entraide judiciaire et d’extradition; et e) l’aider à recenser les besoins des États en ce qui concerne le renforcement des capacités.

* La version originale du présent document n’a pas été revue par les services d’édition.



II. Organisation de la réunion

A. Ouverture de la réunion

3. La première Réunion d'experts intergouvernementale à composition non limitée pour le renforcement de la coopération internationale au titre de la Convention des Nations Unies contre la corruption s'est tenue à Vienne les 22 et 23 octobre 2012.

4. Le Président a souhaité la bienvenue aux participants à la première Réunion intergouvernementale d'experts sur la coopération internationale au titre de la Convention des Nations Unies contre la corruption. Il a pris note de la réunion du Groupe de travail sur l'extradition, l'entraide judiciaire et la coopération internationale aux fins de confiscation de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et a souligné les synergies et les complémentarités entre ce Groupe de travail et la présente Réunion d'experts. Cette réunion avait, parmi ses conclusions, reconnu l'importance non seulement des réseaux régionaux de procureurs et d'autorités centrales pour faciliter la coopération internationale sur des questions communes se posant dans le cadre de la Convention, mais également de la coopération entre services de police et de la coopération effective entre divers services de répression et les services de poursuite ou les autorités judiciaires. La Réunion a recommandé, notamment, de mettre davantage l'accent sur le rôle des juges et procureurs de liaison ainsi que des attachés de police dans la facilitation de la coopération internationale et l'établissement de voies de communication formelles et informelles pour les réseaux.

5. Le Secrétaire de la Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption a rappelé la résolution 4/2 et souhaité, à son tour, la bienvenue aux participants à cette première Réunion. Il a rappelé le mandat du Groupe de travail de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et celui de la Réunion. Il a été noté que les autorités centrales désignées au titre des deux Conventions étaient souvent les mêmes et que les dispositions des deux Conventions étaient largement identiques. Toutefois, la Convention contre la corruption entraînait davantage dans les détails et prévoyait des dispositions sur la coopération internationale aux fins de confiscation dans un chapitre séparé sur le recouvrement d'avoirs. Les conclusions du Mécanisme d'examen de l'application de la Convention (le Mécanisme d'examen), que la Conférence avait créé par sa résolution 3/1, offraient des données solides sur les pratiques en matière de coopération internationale au titre de la Convention, données qui pourraient guider les délibérations de la présente Réunion. Conformément à la pratique établie par le Groupe de travail sur le recouvrement d'avoirs constitué dans le cadre de la Convention contre la corruption, lequel avait adopté un plan de travail courant jusqu'à la sixième session de la Conférence en 2015, les participants ont été encouragés à examiner une feuille de route pour les travaux que la Réunion d'experts pourrait réaliser en relation avec ceux du Groupe de travail de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée.

B. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

6. Le 22 octobre, la réunion d'experts intergouvernementale à composition non limitée pour le renforcement de la coopération internationale a adopté l'ordre du jour suivant:

1. Ouverture de la réunion.
2. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
3. Modalités de la coopération internationale au titre du chapitre IV de la Convention des Nations Unies contre la corruption:
 - a) Extradition:
 - i) Présentation, par le Secrétariat, des conclusions auxquelles ont abouti les examens réalisés les première et deuxième années du premier cycle du Mécanisme d'examen de l'application au sujet de l'application de l'article 44 de la Convention des Nations Unies contre la corruption;
 - ii) Table ronde;
 - b) Entraide judiciaire:
 - i) Présentation, par le Secrétariat, des conclusions auxquelles ont abouti les examens réalisés les première et deuxième années du premier cycle du Mécanisme d'examen de l'application au sujet de l'application de l'article 46 de la Convention des Nations Unies contre la corruption;
 - ii) Table ronde.
4. Assistance technique pour le renforcement des capacités: priorités et besoins.
5. Mesures à prendre pour renforcer la coopération internationale au titre de la Convention des Nations Unies contre la corruption.
6. Conclusions et recommandations.

C. Participation

7. Les États parties à la Convention ci-après étaient représentés à la réunion d'experts intergouvernementale à composition non limitée pour le renforcement de la coopération internationale: Afrique du Sud, Algérie, Argentine, Australie, Bélarus, Belgique, Brésil, Brunéi Darussalam, Cambodge, Chine, Chypre, Colombie, Costa Rica, Cuba, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Espagne, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, France, Indonésie, Iran (République islamique d'), Israël, Italie, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Luxembourg, Malaisie, Maroc, Mexique, Nigéria, Pakistan, Philippines, Portugal, Roumanie, Singapour, Slovaquie, Suède, Suisse, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Ukraine, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Zimbabwe.

8. L'Union européenne, organisation régionale d'intégration économique signataire de la Convention, était représentée à la réunion.

9. Les États signataires ci-après étaient représentés par des observateurs: Côte d'Ivoire, Japon, République tchèque.
 10. La Palestine, entité ayant une mission permanente d'observation auprès de l'Organisation des Nations Unies, était représentée.
 11. Les services du Secrétariat, les organes, fonds et programmes des Nations Unies, les instituts du réseau du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, les institutions spécialisées et autres organismes du système des Nations Unies suivants étaient représentés par des observateurs: Commission des Nations Unies pour le droit commercial international, Institut coréen de criminologie.
 12. Les organisations intergouvernementales suivantes étaient représentées par des observateurs: Académie internationale de lutte contre la corruption, Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, Organisation internationale de police criminelle, Réseau ibéro-américain de coopération juridique (IberRed), Réseau judiciaire européen.
 13. L'Ordre souverain de Malte, entité ayant un bureau d'observateur permanent au Siège, était représenté.
-